
**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
DE LA VILLE D'ANGERS**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du conseil d'administration****SÉANCE DU 12 AVRIL 2023****L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, LE DOUZE AVRIL,**

à 18h, le conseil d'administration du centre communal d'action sociale de la Ville d'Angers, dûment convoqué le 5 avril 2023, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Christelle LARDEUX-COIFFARD, Présidente déléguée, représentant Monsieur Jean-Marc VERCHÈRE, Maire, Président, empêché.

Etaient présents : Christelle LARDEUX-COIFFARD, Richard YVON, Claudette DAGUIN, Anne-Marie POTOT, Christine STEIN, Augustine YECKE, Cécile ALLEMAN, Nicole BERNARDIN, Emmanuel LEFÉBURE, Marie-Claire LUCAS.

Etaient excusés : Jean-Marc VERCHÈRE, Céline VÉRON, Benoit AKKAOUI, Philippe BOURGETEAU, Antoine MASSON, Angelo TOCCO.

Etait absente : Sophie FOUCHER-MAILLARD.

OBJET : CLIC – Financement 2023 – Convention avec le conseil départemental de Maine-et-Loire.

Madame la Présidente déléguée expose,

Mesdames, Messieurs,

Le cahier des charges relatif aux CLIC approuvé le 18 décembre 2017 par l'Assemblée Départementale prévoit de préciser les modalités de paiement de la dotation départementale annuelle dans des conventions déterminant les pratiques de collaborations entre le Département et chaque CLIC.

La convention annuelle précise :

- Un 1^{er} versement de 45 000 € au cours du premier trimestre correspondant à 50 % du montant de la dotation allouée pour l'exercice 2022,
- Un 2nd versement à venir, après examen de différentes pièces (budget prévisionnel, compte administratif, rapport d'activités 2022) dans la limite de l'enveloppe globale attribuée par le Département aux CLIC et au regard de l'évolution des territoires. Un avenant fixera le montant de la dotation 2023.

La recette précisée dans la convention sera passée au Groupe 2 « Autres produits relatifs à l'exploitation » article 7488 « Autres subventions et participations ».

Richard YVON ne prend pas part au vote.

Après avoir délibéré, le conseil d'administration approuve, à la majorité absolue des suffrages exprimés, la présente convention et autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à la signer.

Christelle LARDEUX-COIFFARD
Présidente déléguée

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a horizontal line extending to the right.

CONVENTION

CLIC D'ANGERS

EXERCICE 2023

ENTRE :

Le Département de Maine-et-Loire

Domicilié Hôtel du Département - Place Michel Debré - 49941 ANGERS Cedex 9

Représenté par sa Présidente, Madame Florence DABIN, agissant au nom et pour le compte du Département ;

Agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du 20 mars 2023.

D'une part,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale d'Angers

Domicilié Boulevard de la Résistance et de la Déportation – BP 80011 – 49020 ANGERS CEDEX 02

Représenté par son Président, Monsieur Jean-Marc Verchère, dûment habilité agissant au nom et pour le compte du Centre Local d'Information et de Coordination Gériatrique (CLIC) d'Angers ;

D'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.312-1, L.313-1 et suivants ;

Vu le cahier des charges des Centres Locaux d'Information et de Coordination gériatrique, approuvé le 18 décembre 2017 par la commission permanente du Conseil Départemental ;

Vu les orientations fixées par le Conseil départemental de Maine-et-Loire dans son schéma autonomie ;

Vu la convention d'autorisation du CLIC d'Angers du 23 janvier 2006 renouvelée tacitement au 01 janvier 2020 ;

Vu le budget prévisionnel 2023 du Département ;

Vu l'arrêté n° 2021-10-AR-1194 du 5 octobre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-François RAIMBAULT, Vice-président, délégué à l'autonomie, en charge du bien vieillir.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Le Département de Maine-et-Loire, dans le cadre de sa politique gériatologique, participe au fonctionnement des Centres Locaux d'Information et de Coordination gériatologique (CLIC).

Ceux-ci doivent répondre aux critères définis par le cahier des charges pour la reconnaissance et le fonctionnement d'un Centre Local d'Information et de Coordination gériatologique.

Le CLIC d'Angers est autorisé à fonctionner pour une durée de quinze ans à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention détermine les modalités de collaboration entre le Département et le CLIC d'Angers pour l'organisation d'une coordination gériatologique de proximité dont le rôle est notamment d'assurer le maintien et le développement de la qualité de vie des personnes âgées et de leurs familles sur le territoire du CLIC.

Un comité de pilotage départemental des CLIC assure la gouvernance des CLIC en veillant au respect des orientations données. Présidée par le Vice-président, délégué à l'autonomie, en charge du bien vieillir du Département, cette instance réunit l'ensemble des Présidents (tes) des CLIC.

Sont, en particulier, prévues les obligations réciproques en matières d'objectifs à atteindre et de financement.

Article 2 : Les engagements du CLIC d'Angers

Le CLIC est un dispositif de proximité s'adressant :

- aux personnes âgées de 60 ans et plus, dépendantes ou non, et à leur entourage,
- aux professionnels de la gériatologie.

Le CLIC d'Angers s'engage à réaliser les missions de niveau 1, 2 et 3 de labellisation gratuitement pour les usagers dans le respect de la charte des droits et des libertés de la personne âgée en situation de handicap ou de dépendance.

Les missions d'un CLIC visent notamment à :

- accueillir, écouter, informer, orienter, conseiller et soutenir les familles,
- contribuer à l'analyse globale des besoins de la personne âgée et élaborer un plan d'accompagnement,
- mettre en œuvre, suivre et adapter le plan d'accompagnement,
- mettre en place des actions collectives d'information et de prévention,
- recenser et tenir à jour une base de données gériatologique sur l'offre de service existante sur son territoire d'intervention.

Le territoire d'intervention concerné par le CLIC d'Angers couvre la ville d'Angers.

L'action du CLIC s'inscrit dans le cadre de la politique départementale relative aux personnes âgées.

Il collabore à cette politique en lien notamment avec les acteurs intervenant dans le secteur de l'aide aux personnes âgées : les services d'aide à domicile, les services de portage de repas, les EHPAD, les résidences autonomie, les accueils de jour, les établissements de soins, les professionnels médicaux et de santé, le dispositif d'appui à la coordination ...

Article 3 : Le fonctionnement du CLIC d'Angers

Le CLIC doit fournir au Département toute information relative à son fonctionnement

Accusé de réception en préfecture
049-264901158-20230412-DEL-2023-044-DE
Date de réception : 17/04/2023
Date de réception préfecture : 17/04/2023

- les statuts et la composition des organes de la personne morale gestionnaire en cas de modification ;
- les documents attestant des changements importants dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement du service ;
- le budget prévisionnel de l'année n+1 avant le 31 décembre de l'année n ;
- le rapport d'activité de l'année n-1 avec le compte administratif et le bilan financier n-1 avant le 30 avril de l'année n.

Le CLIC doit obligatoirement mentionner le soutien financier du Département de Maine-et-Loire sur les documents d'information, les dossiers de presse et toute autre manifestation publique, notamment par l'utilisation du logo du Département. Ce même logo devra être visible à l'entrée des locaux d'accueil du public.

Article 4 : Évaluation des actions menées

Le rapport annuel d'activité du CLIC doit respecter la trame arrêtée par le Département (modèle type) qui comprend les différents éléments permettant une évaluation quantitative et qualitative des actions entreprises.

De plus, l'évaluation de l'activité du CLIC et de la qualité des prestations qu'il délivre sont conduites en application de l'article L.312-8 du Code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : Modalités de financement et engagement du Département

Le financement des CLIC est assuré par les collectivités locales, la CARSAT ou tout autre partenaire concerné par les missions des CLIC.

Le Département de Maine-et-Loire s'engage à verser, pour l'exercice 2023, au titre des frais de fonctionnement, une dotation répartie en :

- un premier versement de 45 000 € au cours du premier trimestre correspondant à 50 % du montant de la dotation allouée pour l'exercice 2022 ;
- un deuxième versement au cours du second semestre déterminé après examen du budget prévisionnel 2023, du compte administratif et rapport d'activité de l'année 2022, dans la limite de l'enveloppe globale attribuée par le Département à l'ensemble des neuf CLIC et de l'évolution des territoires des CLIC. Ce montant sera précisé par un avenant à la convention.

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et après mise en demeure du CLIC par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet pendant un mois par le Département, la dotation pourra n'être versée que partiellement.

Article 6 : Modification

Toute modification de la convention doit être définie d'un commun accord entre les parties et faire l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée

La convention entre en vigueur à compter de sa signature et porte sur l'exercice budgétaire du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023. Elle s'achève une fois l'ensemble des obligations accomplies.

Article 8 : Résiliation

La partie signataire qui souhaite dénoncer la convention doit notifier son intention par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de préavis de trois mois avant l'échéance de la convention.

049-264901158-20230412-DEL-2023-044-DE
Date de télétransmission : 17/04/2023
Date de réception préfecture : 17/04/2023

Article 9 : Litiges

Si une contestation ou un différend surviennent, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant de régler la situation à l'amiable.

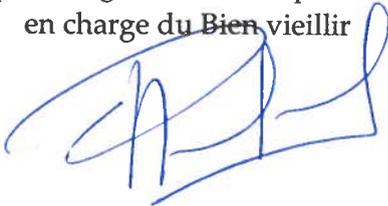
Si elles n'y parviennent pas, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent pour régler le litige.

Fait à Angers, le 31 MARS 2023

En 2 exemplaires,

le 14/4/2023

Pour la Présidente du Conseil départemental de
Maine-et-Loire
Et par délégation, le Vice-président
en charge du Bien vieillir



Jean-François Raimbault

Pour le Centre Communal d'Action Sociale
d'Angers
Le Président

Jean-Marc Verchère

Christelle LARDEUX-COIFFARD
Présidente déléguée du CCAS

